

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 10/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **APTUNION DISTRIBUTION**

Quartier Salignan - CS 90137  
84400 Apt

Références : D-00497-2025  
Code AIOT : 0006400455

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement APTUNION DISTRIBUTION implanté SALIGNAN 84400 APT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- APTUNION DISTRIBUTION
- quartier SALIGNAN - 84400 APT
- Code AIOT : 0006400455
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société APTUNION INDUSTRIE SAS exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de fruits confits.

Les activités exercées par APTUNION INDUSTRIE SAS sur son site de Salignan sont réglementées par l'arrêté préfectoral en date du 11 mai 2017, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 06 juillet 2018, du 25 septembre 2019, du 20 juillet 2020, du 20 juillet 2021 et

du 20 mars 2023.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

### **Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Tuyauteries de biogaz et ventilation	AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
3	Programme de maintenance préventive	AP Complémentaire du 11/05/2017, article 8.6.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective	1 mois
7	Valeurs limites de rejets - Rejets aqueux en sortie de STEP	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.4.9.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
8	Surveillance des effets sur le milieu aquatique	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 10.2.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Composition du biogaz	AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Destruction du biogaz	AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.2.6.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Adaptation des	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Lettre de suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	prescriptions en cas de sécheresse	du 11/05/2017, article 4.2.3	préfecturale	
6	Valeurs limites de rejets - eaux des purges des TARs	Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.4.9.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12/03/2024. Une lettre de suite préfectorale est adressée à l'exploitant, des actions correctrices étant attendues sur :

- la vérification des automatismes de sécurité de l'installation de méthanisation ;
- la complétude des vérifications annuelles réalisées sur les capteurs de sécurité ;
- le pilotage de la STEP afin de respecter les valeurs limites de rejets pour le paramètre phosphore ;
- le suivi et l'interprétation des analyses réalisées dans le milieu naturel.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Tuyauteries de biogaz et ventilation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Caractérisation des canalisations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 3 mois à réception de la lettre préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> article 9.5.2.3 de l'APC du 25/09/2019 Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées (norme NF X 08-100 de 1986) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan de localisation des risques du site, établi en application de l'article 8.1.1 du présent arrêté. [...]           Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local. Article 9.5.2.5.1 de l'APC du 25/09/2019 [...]           Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la

qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH<sub>4</sub> et de H<sub>2</sub>S avant toute intervention.

**Constats :**

Pour rappel, lors de la visite du 08/12/2023, l'Inspection avait constaté que l'étalonnage du détecteur de CH<sub>4</sub> dans le local membrane avait été modifié (décalage du 0 % de la LIE à 10 %), compte tenu d'une défaillance de l'équipement (déclenchement intempestif à 0 % de la LIE). L'exploitant indiquait que cet artifice avait été validé par l'installateur. L'Inspection avait demandé à l'exploitant de justifier que le système modifié réponde aux critères de fiabilité et d'efficacité attendu.

Par courrier du 15/03/2024, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que le détecteur en question, ainsi que le détecteur CH<sub>4</sub> de même marque situé dans le local électrique ont été remplacés le 20/02/2024 par des détecteurs de marque OLDHAM.

En séance, l'exploitant a présenté à l'Inspection le rapport d'intervention de la société TELEDYNE, justifiant du remplacement des deux détecteurs en question. L'Inspection note que le seuil bas d'alarme est fixé à 20 % de la LIE pour les deux détecteurs. Les automatismes associés à ce seuil sont différents : l'atteinte du seuil bas déclenche l'arrêt du compresseur dans le cas du détecteur situé dans le local électrique, il déclenche la ventilation mécanique du local dans le cas du détecteur du local membrane. Ce dernier automatisme ne correspond pas à l'action recensée dans le tableau des capteurs de sécurité transmise par l'exploitant à l'Inspection le 29/03/2024.

Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que son sous-traitant en automatismes et systèmes industriels, la société ASI System, est en cours d'analyse des programmes des différents automates de la STEP. L'exploitant rappelle que les seuils de sécurité et les actions associées ont été fixés par le constructeur de l'installation, Veolia, sur la base de son expertise.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifie sous un mois au plus tard que les seuils et automatismes associés aux capteurs de sécurité, notamment les deux capteurs de CH<sub>4</sub> visés ci-dessus, sont conformes à ceux prévus par le constructeur de l'installation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Composition du biogaz**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.3.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à réception de la lettre préfectorale

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>La teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz produit est mesurée en continu ou au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur. Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des installations classées pendant une durée d'au moins trois ans.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, au cours de la visite du 08/12/2023, l'Inspection avait constaté qu'une mesure de CH<sub>4</sub> et de H<sub>2</sub>S du biogaz produit est bien réalisée, mais l'appareil de mesure n'appartenant pas à Aptunion (propriété GRDF), l'exploitant n'avait pas pu démontrer la maintenance effectuée sur cet appareil.</p> <p>Par courrier du 15/03/2024, l'exploitant avait indiqué à l'Inspection que les mesures réalisées par chromatographie sur le poste d'injection GRDF sont de très haute qualité, et que sur simple demande, GRDF pouvait fournir les comptes-rendus de vérification du chromatographe.</p> <p>En séance, le 24/06/2025, l'exploitant ne disposait pas d'un justificatif récent de vérification du chromatographe GRDF. Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le dernier constat de vérification du chromatographe en date 27/01/2025, et précise que l'équipement a été ajouté à sa liste des capteurs de la STEP en tant qu'élément externe, afin que chaque année GRDF soit sollicitée pour justifier de la bonne marche de l'équipement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Programme de maintenance préventive**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/05/2017, article 8.6.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, programme de maintenance</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/12/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à compter de la notification de l'APMD</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 8.6.3 : Vérification périodique et maintenance des équipements</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>

Article 9.5.2.5.1 de l'APC du 25/09/2019

[...]

Ces consignes, en complément de celles visées à l'article 8.5.4 du présent arrêté, indiquent notamment :

[...]

-la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;

- les instructions de maintenance et de nettoyage.

[...]

#### **Constats :**

Pour rappel, l'exploitant a été mis en demeure, par arrêté du 12/03/2024, de :

- réaliser les vérifications et maintenance sur l'automate AWITE présent dans le local électrique ;
- mettre en place une procédure interne permettant de s'assurer du respect de la périodicité de contrôle et des résultats obtenus pour les capteurs de sécurité relevant du contrat Véolia.

Par courrier du 15/03/2024, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que le contrat de maintenance avec la société Véolia avait été rompu fin 2023. Les contrôles des capteurs de sécurité sont réalisés depuis par les sociétés OLDAM et ENDRESS.

En séance le 24/06/2025, l'exploitant précise à l'Inspection que l'automate AWITE est un analyseur en ligne de la qualité du gaz. Cet analyseur est une aide à l'exploitation du méthaniseur mais en aucun cas un automate de sécurité. L'arrêt de cet analyseur n'entraîne aucune action de l'automate de sécurité à ce niveau du process. Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport de maintenance et d'étalonnage de l'automate AWITE, réalisés par la société EMP en date du 07/01/2025.

Concernant les capteurs de sécurité, l'exploitant présente les rapports de vérifications annuelles réalisées par les sociétés Oldham (intervention du 02/09/2024) et Endress (intervention du 25 au 27/03/2025). L'Inspection formule les constats suivants :

- les rapports d'intervention Oldham ne contiennent pas les références internes des équipements contrôlés ;
- la société Endress procède au calibrage des détecteurs (au nombre de trois), mais le bon fonctionnement des automatismes associés n'est pas testé ;
- la gamme d'étalonnage du détecteur de température B-ES-TT-011 s'étend de 0 à 50 °C alors qu'il est prévu, d'après le tableau de l'exploitant adressé à l'Inspection par courriel du 29/03/2024, qu'une détection de température supérieure à 70 °C entraîne l'arrêt du MEMGAZ ; la gamme d'étalonnage ne couvre pas le seuil d'alarme ;
- la société Oldham teste le bon fonctionnement des automatismes de sécurité associés aux capteurs (au nombre de huit) ; le contrôle de l'étalonnage n'est pas explicitement indiqué ;
- les seuils testés par Oldham ne correspondent pas systématiquement aux seuils de sécurité listés dans le tableau de l'exploitant, adressé à l'Inspection par courriel du 29/03/2024 (voir fiche de constat n°1) ;
- pour certains capteurs testés par Oldham, les rapports ne précisent pas l'action de sécurité déclenchée par l'atteinte du seuil de sécurité (mention "matrice sécurité client" ou aucune mention).

Concernant la procédure interne visée dans l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant indique

qu'elle n'est pas rédigée à ce stade.

Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant adresse à l'Inspection la procédure intitulée "Procédure de suivi des capteurs situés sur le process méthanisation" du 25/06/2025, à laquelle est attaché un tableau Excel recensant la liste des capteurs de sécurité et des capteurs process de l'installation de méthanisation. Ce tableau recense entre autres pour chaque équipement la date de la dernière vérification et l'échéance pour la prochaine vérification. La procédure interne prévoit, pour chaque capteur de sécurité identifié dans la liste susvisée, la vérification de l'étalonnage de l'équipement et le contrôle du bon fonctionnement de l'automatisme associé. L'exploitant précise que son sous-traitant en automatismes et systèmes industriels, la société ASI System, est en cours d'analyse des programmes des différents automates de la STEP, l'objectif étant de vérifier l'ensemble des seuils définis pour tous les capteurs de sécurité, ainsi que les actions qui en découlent, par rapport aux spécifications du constructeur.

En conclusion, l'Inspection juge que l'exploitant a respecté les dispositions de l'arrêté préfectoral du 12/03/2024. Toutefois des actions correctrices sont attendues par rapport au type de vérifications réalisées sur certains capteurs de sécurité et sur la vérification des automatismes associés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant vérifie, sous un mois au plus tard, que les automatismes associés aux capteurs de sécurité sont conformes aux spécifications du constructeur.**

**L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour compléter et/ou corriger les contrôles réalisés par les sociétés OLDHAM et ENDRESS, suivant les observations formulées ci-dessus par l'Inspection, dès les prochains contrôles. Pour ce qui concerne, les trois capteurs calibrés annuellement par ENDRESS, l'exploitant procède, sous 3 mois au plus tard, aux tests des automatismes associés.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois / 3 mois

**N° 4 : Destruction du biogaz**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 25/09/2019, article 9.5.2.6.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Destruction biogaz

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 08/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à réception de la lettre préfectorale

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose d'un équipement de destruction (torchère) du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation et de purification de celui-ci et si le gazomètre est plein.

[...]



L'exploitant assure un suivi des périodes de fonctionnement de la torchère sous forme de registre faisant état des raisons et durée de fonctionnement de la torchère. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de 5 ans.
<b>Constats :</b> Pour rappel, lors de la visite du 08/12/2023, l'Inspection avait constaté que l'exploitant ne disposait pas d'un registre de suivi des temps de fonctionnement de la torchère.  En séance, l'exploitant présente le registre mis en place pour le suivi journalier de la durée de torchage et des motifs associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Adaptation des prescriptions en cas de sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2023</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les seuils d'alerte, de crise, et les modalités de réduction sont définis dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de Vaucluse. En cas d'alerte sécheresse sur la Durance, l'exploitant doit respecter les dispositions suivantes : [...]         Sur les périodes d'alerte ou de crise, l'exploitant établira un bilan des consommations, qui sera remis à l'inspection des installations classées, dans un délai de 15 jours qui suivront la levée des restrictions.
<b>Constats :</b>  Les dispositions spécifiques "sécheresse" dont l'exploitant bénéficiait dans son arrêté préfectoral ont été abrogées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 02/09/2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Valeurs limites de rejets - eaux des purges des TARs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.4.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à réception de la lettre préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Référence des rejets internes à l'établissement : N° 7GR4 et 7GR7 (rejets des purges des tours aéroréfrigérantes)</p> <p>[tableau non reproduit]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, lors de la visite du 28/03/2023, l'Inspection avait constaté un important dépassement de la VLE en concentration pour le zinc dans les eaux de purge de la TAR du bâtiment GR4 lors du contrôle annuel 2022 (13 mg/L vs 2 mg/L).</p> <p>Par courrier du 07/04/2023, l'exploitant a indiqué à l'Inspection que ce dépassement était lié à un dysfonctionnement de l'appoint d'eau sur la TAR, et qui a conduit à un niveau de concentration élevée de l'eau de la TAR. Le dysfonctionnement sur l'appoint d'eau a été résolu.</p> <p>En séance le 24/06/2024, l'exploitant présente à l'Inspection les résultats des contrôles 2023 et 2024 pour le zinc :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La concentration mesurée au niveau de la purge de la TAR GR4 est conforme à la VLE le 22/08/2023 (0,816 mg/L), et dépasse légèrement la VLE (2,25 mg/L ) le 07/08/2024 ;</li> <li>• La concentration mesurée au niveau de la purge de la TAR GR7 dépasse la VLE le 22/08/2023 (2,79 mg/L) sans dépasser le double de celle-ci, et dépasse légèrement la VLE (0,613 mg/L) le 07/08/2024 ;</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Vigilance sur le paramètre Zinc.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Valeurs limites de rejets - Rejets aqueux en sortie de STEP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 4.4.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies.</p>

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N °1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.4.2) [tableaux non reproduits]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, lors de la visite du 28/03/2023, l'Inspection avait constaté des dépassements fréquents des VLE en concentration et en flux pour le paramètre phosphore. L'exploitant avait indiqué que ces dépassements étaient liés aux nutriments introduits en entrée du méthaniseur. Un équilibre nécessitait d'être recherché afin de ne pas dépasser la concentration de 2 mg/l en sortie de STEP.</p> <p>L'examen des déclarations d'autosurveillance du rejet de la STEP sur la plateforme GIDAF montre que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les dépassements des VLE phosphore ont été moins fréquents en 2024 qu'en 2023 (19 % de dépassements de la VLE en concentration en 2024 contre 34 % en 2023 et 7 % de dépassements de la VLE en flux en 2024 contre 16 % en 2023) ;</li> <li>les dépassements sont à nouveau plus fréquents en avril et mai 2025.</li> </ul> <p>L'exploitant précise que la hausse des dépassements observés en avril et mai 2025 est lié à des essais de traitement de déchets liquides vinicoles sur la STEP, qui présentaient des concentrations importantes de phosphore. L'exploitant a donc mis fin à ces essais. Hormis ce cas particulier, l'exploitant indique que le pilotage de la STEP par rapport à ce paramètre reste difficile. Des actions ont été menées sur les intrants en tête de méthaniseur (nutriments), en vue de diminuer la concentration en phosphore, mais des dépassements persistent, liés d'après l'exploitant aux fruits traités sur le site.</p> <p>Enfin, l'Inspection relève que c'est le paramètre azote global qui doit être analysé dans les rejets de la STEP, et non le paramètre azote Kjeldhal. Par courriel du 04/07/2025, l'exploitant indique que la liste des paramètres analysés par son prestataire a été modifiée à la suite de l'inspection (mail de demande de la société APTUNION au laboratoire SGS, transmis à l'Inspection).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant adresse à l'Inspection, <u>sous trois mois au plus tard</u>, un plan d'actions argumenté afin de respecter les VLE fixées pour le phosphore.</p> <p>Compte tenu des difficultés sur le paramètre phosphore, l'exploitant complète et/ou modifie sa procédure d'acceptation préalable d'effluents extérieurs, afin d'éviter tout apport extérieur supplémentaire de phosphore que la STEP ne serait en mesure de consommer.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Surveillance des effets sur le milieu aquatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2017, article 10.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau de surface
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 02/03/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 1 mois à réception de la lettre préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Un suivi du milieu récepteur Calavon sera effectué comme suit :</p> <p>[tableau non reproduit]</p> <p>Si les valeurs en concentration caractérisant la qualité du milieu, visées dans le tableau ci-dessous, sont dépassées à l'aval du rejet, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées.</p> <p>Si les dépassements en sulfates et/ou potassium sont imputables aux rejets d'Aptunion (ie, les valeurs limites ne sont pas dépassées à l'amont), l'inspection pourra demander à suspendre l'injection des saumures.</p> <p>[tableau non reproduit]</p> <p>Les modalités de surveillance prévues au présent article pourront être modifiées au bout d'une année complète de surveillance, sur la base d'un bilan fourni par l'exploitant démontrant que quelle que soit la période de l'année au cours de laquelle les saumures sont injectées dans la station d'épuration, les valeurs limites fixées au présent article et à l'article 4.4.9.1 du présent arrêté sont respectées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de la visite du 28/03/2023, l'Inspection avait constaté que les fréquences d'analyses prévues en période estivale n'étaient pas respectées.</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté à l'Inspection son tableau de suivi des résultats d'analyse pour les années 2024 et 2025 ; l'Inspection constate que les fréquences d'analyses sont conformes.</p> <p>L'Inspection relève qu'aucune analyse des résultats n'est réalisée par l'exploitant, que ce soit en termes d'évolution des concentrations depuis la mise en place de la surveillance, ou en termes d'évaluation de l'impact d'Aptunion sur le milieu naturel (au regard des VL prescrites par l'AP, des comparaisons amont-aval, des corrélations avec le suivi de la qualité du rejet de la STEP).</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant met en place, <u>sous un mois au plus tard</u>, un outil d'interprétation des résultats de mesures dans le milieu extérieur, dans l'objectif de détecter et d'informer l'Inspection d'un impact sur le milieu extérieur imputable à Aptunion.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de lui adresser, <u>au plus tard le 31 janvier 2026</u>, une synthèse et une analyse des résultats de la surveillance environnementale sur les trois dernières années (2023, 2024 et 2025).</p> <p>Cette synthèse et cette analyse sont par la suite mises à jour annuellement, et tenues à la disposition de l'Inspection.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois